Annus IV. - Vol. IV. Die 15 Aprilis 1912. Num. 7.

ACTA APOSTOLICAE SEDIS

COMMENTARIUM OFFICIALE

SUMMARIUM

I. *Acta Pii PP. X:* Allocutio, pag. 261: Litterae Apostolicae, pag. 264; Epistolae, pag. 269. — II. *S. C. Consistorialis:* Provisio Ecclesiarum, pag. 271. — III. *S. C. de Propaganda Fide:* Immutationis limitum, pag. 272: Nominationes, p. 273. — IV. *S. C. Rituum:* Egitanien. Dubia, pag. 274; Decretum super novis rubricis, pag. 274. — V. *S. R. Rota:* Parisien. Nullitatis matrimonii, pag. 277. — VI. *Signatura Apostolica:* Andrien. Restitutionis in integrum, pag. 288.

Diarium Romanae Curiae: Congregazione ordinaria particolare, nomine, onorificenze, pag. 290-292.

ROMAE

TYPIS POLYGLOTTIS VATICANIS

MDCCCCXII

Directio: Palazzo della Cancelleria — Roma.

Administratio: Tipografia Poliglotta Vaticana. — Roma.

Pretium annuae subnotationis.

Pro Italia, L. 12. — Extra Italiam, L. 15.

Unius fasciculi, L. 1.

« *Bis fere in mense* (Commentarium) *prodibit ac quotiescumque vel necessitas vel utilitas id postulare videbitur* » (Ex *Commentarii Officialis* ratione die 29 octobris 1908 edita).

INDEX HUIUS FASCICULI

(An. IV, n. 7 - 15 Aprilis 1912)

ACTA PII PP. X

ALLOCUTIO

PAG.

habita die XIV Aprilis MDCCCCXII ad pueros prima vice sacra Communione refectos, qui, Sedem Apostolicam veneraturi, e Gallia peregrinantes advenerunt 261

LITTERAE APOSTOLICAE.

I. *Cuncta quae.* - Cathedralis ecclesia Pictaviensis dignitate Basilicae minoris insignitur. - *1 Martii 1912* 264

II. *Piae fidelium.* - Societas sacratissimi Cordis Iesu in templo nationali Bruxellis instituta, erigitur in Archisodalitatem et pro universa Belgica Ditione Primaria declaratur. - *22 Martii 1912* 265

EPISTOLAE.

I. *Quae tu nuper.* - Ad R. P. D. Rudolphum Hittmair, Episcopum Linciensem, rescribens, eius pastoralem diligentiam laudat. - *20 Decembris 1911* 269

II. *Praeclarum sane.* - Ad R. D. Antonium Fiat, Antistitem Generalem Congregationis Vincentianae, Moderatorem Archisodalitatis ab agonia D. N. I. C. nuncupatae, gratulando rescribit. - *20 Decembris 1911* 269

III. *Valde oblectati.* - Ad R. D. Mauritium Demimuid, Protonotarium Apostolicum, Moderatorem Generalem et Praesidem Consilii Primarii Societatis ab infantia Iesu, gratulandi causa. - *26 Ianuarii 1912.* 270

S. CONGREGATIO CONSISTORIALIS.

Provisio Ecclesiarum 271

S. CONGREGATIO DE PROPAGANDA FIDE.

I. Immutationis limitum. - *20 Martii 1912* 272

II. Nominationes Episcoporum. 273

S. CONGREGATIO RITUUM.

I. *Egitanien.* - Dubia. - *22 Martii 1912* 274

II. *Decretum* seu Declaratio super novis Rubricis. - *22 Martii 1912* . . 274

SACRA ROMANA ROTA.

Parisien. - Nullitatis matrimonium (Mollard-Varigault). - *27 Ian. 1912* 277

SIGNATURA APOSTOLICA.

Andrien. - Restitutionis in integrum quoad praebendam archipresbyteralem. - *20 Februarii 1912* 288

DIARIUM ROMANAE CURIAE

I. Sacra Congregazione dei Riti. *Congregazione Ordinaria particolare* . 290

II. Segreteria di Stato. *Nomine, onorificenze* 290

Annus IV. - Vol. IV. Die 15 Aprilis 1912. Num. 7

ACTA APOSTOLICAE SEDIS

COMMENTARIUM OFFICIALE

ACTA PII PP. X

ALLOCUTIO

HABITA DIE XIV APRILIS MDCCCCXII AD PUEROS PRIMA VICE SACRA COMMUNIONE REFECTOS, QUI, SEDEM APOSTOLICAM VENERATURI, E GALLIA PEREGRINANTES ADVENERUNT.

Je vous remercie, mes chers enfants, de la consolation que vous me procurez de me trouver au milieu de vous, quand je songe que je représente Jésus-Christ lui-même, qui se plaisait auprès de vos semblables et disait à ses apôtres: « Laissez venir à moi les petits enfants, « car le royaume des cieux appartient à ceux qui leur ressemblent[1] ». J'ai encore un motif spécial de vous remercier, mes chers enfants, parce que cette solennelle démonstration de votre amour pour le Pape, qui vous a coûté les fatigues d'un long voyage, me donne l'occasion de me réjouir de votre docilité à l'invitation que Notre-Seigneur vous a adressée par ma bouche, quand, pour la première fois, malgré la tendresse de votre âge, vous l'avez reçu dans la très sainte Communion.

Nous lisons dans l'Évangile que le divin Rédempteur appela un jour un petit enfant, semblable à vous, et le plaçant au milieu de ses apôtres leur adressa ces paroles: « Gardez-vous de mépriser un seul de « ces enfants, parce que, je vous le dis, leurs anges contemplent sans « cesse la face de mon Père qui est dans les cieux[2] ». Hélas! ces gardiens célestes trop souvent sont attristés et saisis d'horreur, quand ils découvrent dans les âmes qui leur sont confiées, la dépravation et les

[1] Luc., XVIII, 16.
[2] Matt., XVIII, 10,

souillures du péché; les anges des enfants, au contraire, sans être jamais distraits, par leur sollicitude, de la vision bienheureuse de Dieu qu'ils voient, face à face, dans son éternelle lumière, le retrouvent encore dans leur âme où il se reflète comme dans un miroir d'innocence, de pureté et de candeur.

Mais si cela est vrai de tous, aussi bien que de votre semblable que Notre-Seigneur appela au milieu de ses apôtres, qu'aurait-il dit de vous, chers petits enfants, qui l'avez reçu lui-même avec sa divinité et son humanité sacrée, dans la sainte Communion, où vous avez uni votre chair avec sa chair, votre sang avec son sang, où votre cœur a palpité avec le sien? Qu'aurait-il dit de vos saints anges, au-dessus desquels vous élève la participation à la sainte Eucharistie, puisqu'ils n'ont pas reçu cette grâce qui vous a été accordée, de vous nourrir de Jésus-Christ, de ne faire qu'une même chose avec lui, de vous unir à lui, au point de vous approprier, en quelque manière, sa nature divine et ses perfections infinies? Et voyez, mes chers enfants, les grâces qui découlent de ce bienfait. Par cette communication de lui-même, il nous donne, cet aimable Sauveur, à notre intelligence la vérité, la justice et la sainteté à notre volonté, et la bonté à notre cœur; en sorte que le fidèle qui communie peut, en toute vérité, répéter avec S. Paul: « Jésus-Christ est ma vie. Je « vis; ce n'est plus moi qui vis, c'est Jésus-Christ qui vit en moi. *Mihi « vivere Christus est* [1]. *Vivo, iam non ego, vivit vero in me Christus* [2] ».

Ainsi, puisque Dieu est la pureté sans tache, celui qui s'unit à Jésus-Christ dans la sainte Communion, s'élevant comme une innocente colombe des eaux fangeuses de ce monde misérable, s'envole et va se réfugier dans le sein de Dieu, de Celui qui est plus pur que les neiges immaculées qui couronnent les montagnes. Si Dieu est la beauté infinie, celui qui s'unit à Jésus-Christ attire à lui l'admiration et les regards amoureux des anges, qui, s'ils pouvaient souffrir quelque passion, seraient jaloux de son sort. Si Dieu est la charité par essence, le fidèle uni à Jésus-Christ est comme ravi en une bienheureuse extase; la charité le transfigure; elle se trahit dans tout son extérieur et jusque dans son visage, dans les ardentes aspirations de son cœur et dans la suavité de ses paroles qui distillent de ses lèvres comme le miel; tout en lui rappelle et manifeste l'amour. Enfin, si Dieu est la bonté même, et bonté dans le langage des saintes Écritures est la même chose que perfection, le fidèle, qui s'est uni à Jésus-Christ dans la sainte Eucharistie, trouve

[1] *Philip.*, I, 21.
[2] *Gal.*, II, 20.

dans la vertu de ce sacrement toute perfection et toute sainteté; il y puise la force pour s'élever au-dessus de lui-même, aspirer à la félicité éternelle et mépriser les faux biens de ce monde, comme impuissants à satisfaire ses désirs. Semblable au char de feu du prophète Élie, elle l'entraîne loin d'ici-bas, et, pendant qu'il vit encore sur la terre, elle le transforme en habitant du ciel, jouissant d'une paix et d'une félicité qu'aucune langue ne saurait expliquer; car, selon la parole des saintes Écritures, « l'œil de l'homme n'a jamais vu, son oreille n'a jamais entendu, son « cœur n'a jamais goûté les délices que Dieu réserve à ceux qui l'ai- « ment » [1] et ainsi s'accomplit la promesse de Jésus-Christ: « Celui qui se « nourrit de ce pain a la vie éternelle. ***Qui manducat meam carnem « et bibit meum sanguinem habet vitam aeternam*** » [2]. Il ne dit pas qu'il l'aura, qu'elle lui est réservée dans l'avenir, ***habebit***, mais qu'il l'a déjà, ***habet***, et qu'il en possède le gage certain.

Mes bien chers enfants, je vous félicite de nouveau de la grande grâce que Dieu vous a faite, et je me plais de vous saluer comme des anges, que dis-je? comme leurs rivaux qui les surpassent en félicité, par ce privilège de la sainte Communion, qui vous a unis intimement à Notre-Seigneur dans la participation de son corps et de son sang adorables, de sa nature divine et de ses perfections infinies. À ces félicitations je joindrai quelques avis, que je vous prie de bien graver dans votre mémoire. Ces bienfaits de Dieu, dont je viens de vous parler, vous les avez goûtés avant d'en avoir la pleine et entière connaissance, parce que les saintes affections du cœur attendent encore, à votre âge, le parfait développement de l'intelligence; aussi je vous recommande tout d'abord, comme fruit de votre visite au Pape, la résolution et la promesse solennelle de fréquenter encore longtemps le catéchisme. C'est là, en vous perfectionnant avec diligence et avec amour dans la connaissance de la doctrine chrétienne, que vous apprendrez, avec les autres vérités de notre sainte religion, que la divine Eucharistie est le centre de la foi, le but final de toute autre dévotion, la source de tout bien, la consommation de tous les autres Sacrements, le résumé des divins mystères, le fleuve de toutes les grâces, le baume de toutes les douleurs, le pain de la vie, le viatique qui nous fortifie pour le voyage vers l'éternité, le gage et la jouissance anticipée du bonheur éternel.

Mes chers enfants, chers premiers communiants, vous avez reçu Notre-Seigneur pour la première fois, mais ce n'est pas assez. Chaque

[1] I *Cor.*, II, 9.
[2] Io., VI, 55.

jour nous demandons à Dieu le pain qui doit soutenir la vie de notre corps; ainsi avons-nous besoin du pain céleste qui donne la vie à notre âme. La seconde recommandation que je vous adresse sera donc de vous approcher fréquemment, si vous ne le pouvez tous les jours, de la table eucharistique, pour vous unir à votre Sauveur. Vous lui ferez encore de fréquentes visites dans la solitude et le silence de son tabernacle, d'où vous l'entendrez qui vous adresse cette invitation pleine d'amour: « Venez à moi vous tous qui avez faim, et je vous rassasierai: « vous tous qui êtes chargés et opprimés, et je vous donnerai le soula- « gement, la paix et la consolation ».

Enfin, mon dernier désir, mes chers enfants, c'est que l'amour de Notre-Seigneur règne tellement en vous qu'il vous transforme en autant d'apôtres, zélés pour sa gloire; vous serez le trésor de vos familles, que vous consolerez par votre bonne conduite et que votre seul exemple gagnera à la fréquentation de la sainte Eucharistie; à l'école, vous provoquerez par votre piété l'émulation de vos jeunes condisciples; à la paroisse, tous vous regarderont commes des anges tutélaires; enfin partout, autour de vous, par vos prières, par votre sagesse et par les seuls attraits de votre modestie, vous contribuerez, autant qu'il est en vous, à la conversion des pécheurs et au retour à Jésus-Christ des incrédules et des indifférents.

En vous adressant ces recommandations et ces vœux, mes bien chers petits enfants, je vous accorde de tout cœur, à vous, à vos jeunes compagnons de France, à vos pères et mères et à tous vos parents, la bénédiction apostolique.

LITTERAE APOSTOLICAE.

I.

CATHEDRALIS ECCLESIA PICTAVIENSIS DIGNITATE BASILICAE MINORIS INSIGNITUR.

PIUS PP. X.

Ad futuram rei memoriam. — Cuncta, quae ad divinum cultum fovendum a Romanis Pontificibus, Decessoribus Nostris, sapienter sunt instituta, servantes, sacras Aedes, quas apud Christianum populum singulari esse in honore et pretio novimus, titulis ac privilegiis decorare solemus. Harum in numerum merito est referendum templum Cathedrale Beato Petro Pictavii dicatum, quod, quum multis fulgeat ornamentis, ipsa in primis Pictaviensi dioecesi nobilitari videtur. Haec enim

perampla et vetustissima inter Galliarum illustriores Ecclesias insignis apparet praesertim gloria Pastorum, quorum plurimi ob res praeclare gestas omnium laudem et venerationem meruerunt. Sane quam maxime celebrandus est Sanctus ille Doctor Hilarius, acerrimus divinitatis Christi contra Arianos defensor, atque, ut recentiorum mentionem faciamus, Ludovicum Eduardum S. R. E. Cardinalem Pie memorare iuvat, qui, alter Hilarius, contra praesentis temporis Arianos integritatem Fidei tonans vindicavit. Itaque quum venerabilis Frater Ludovicus Humbrecht, Pictaviensium Antistes, a Nobis impensis precibus flagitaverit, ut templum illud Basilicam minorem renuntiaremus, Nos, illustria eius praeconia reputantes, huiusmodi vota animo libenti explere decrevimus. Quapropter, Apostolica Nostra Auctoritate, per has Litteras Cathedralem ecclesiam Pictaviensem S. Petri Apostolorum Principi ad Basilicae minoris dignitatem evehimus, eique privilegia omnia attribuimus, quae minoribus Almae huius Urbis Nostrae Basilicis competunt: decernentes praesentes Nostras Litteras firmas, validas, efficaces semper existere et fore, suosque plenarios effectus sortiri et obtinere, illisque ad quos spectat et in posterum spectabit, in omnibus et per omnia plenissime suffragari: sicque in praemissis iudicandum esse, atque irritum esse et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter contigerit attentari: non obstantibus Constitutionibus Apostolicis ceterisque omnibus, etiam speciali et individua mentione dignis, in contrarium facientibus quibuslibet.

Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die I Martii MCMXII, Pontificatus Nostri anno nono.

R. CARD. MERRY DEL VAL,
a Secretis Status.

L. ✠ S.

II.

SOCIETAS SACRATISSIMI CORDIS IESU IN TEMPLO NATIONALI BRUXELLIS INSTITUTA ERIGITUR IN ARCHISODALITATEM ET PRO UNIVERSA BELGICA DITIONE PRIMARIA DECLARATUR.

PIUS PP. X.

Ad perpetuam rei memoriam. - Piae fidelium sodalitates, veluti auxiliariae cohortes, militantis Ecclesiae Klerum adiuvant tum in provehendo cultus decore, tum in Christianae plebis studiis erga pietatis opera atque erga actuosam Evangelicorum consiliorum exercitationem excitandis. Ut ipsae piae societates tam frugiferum finem uberius assequerentur, Romani

Pontifices Nostri Decessores, spiritualibus illas indulgentiarum thesauris non minus quam singularibus honoris titulis ac privilegiis pro re ac tempore locupletare atque ornare consueverunt. Iam vero dilectus filius Noster Desideratus Iosephus titulo S. Petri in Vinculis S. R. Ecclesiae Presbyter Cardinalis Mercier, ex dispensatione Apostolica Archiepiscopus Mechlinensium et Belgicae ditionis Primas, refert ad Nos in templo Nationali in honorem sacratissimi Cordis Iesu Bruxellis confraternitatem eiusdem nominis Ordinarii Mechliniensis auctoritate constitutam extare: hanc confraternitatem, die XI mensis Iunii MCMV Archisodalitati Almae huius Urbis aggregatam, in id contendere ut pro omnibus beneficiis in Belgarum Regnum largiter congestis divino Cordi debitae gratiarum actiones exhibeantur, ea potissimum in Basilica quae ex voto civium universorum, in urbe Regni Principe, in eiusdem sacratissimi Cordis honorem erigitur: propositum insuper huic societati esse finem, impetrandi iugiter a Deo super Ecclesiam et Regnum uberiores gratias amplioraque benefacta, necnon coelestem opem super sodales ipsos, familias consiliaque eorum invocandi. Addit idem Cardinalis Archiepiscopus hanc sodalitatem a tenui profectam initio, brevi fuisse, favente Domino, longe lateque propagatam, potissimum postquam Nos, per Apostolicas Litteras die VII mensis Octobris anni MCMVI datas, sodalibus, per horam coram sanctissimo Sacramento in Nationali templo Bruxellarum orantibus, plenariam indulgentiam benigne largiti sumus, quam quidem indulgentiam, per similes Litteras die XIV mensis Martii anno MCMIX obsignatas, produximus ad omnes socios qui eandem adorationem perficerent, quamvis vel temporis vel laboris causa idem ad templum se sistere nequirent. Nunc autem superenunciatus Mechlinensium Cardinalis Archiepiscopus significat Nobis ad ipsam societatem plurimos confluxisse et confluere fideles, spiritualibus Ecclesiae muneribus, quibus eadem pollet, illectos; ipsaque in societate fere viginti millia sociorum in praesens in toto Regno degentium adnumerari. Sed pariter Nos edocet, inspecto praesertim tam frequenti inscriptorum sodalium numero, peropportunum visum fuisse consilium novas pro universa societate Constitutionis tabulas conficere, ut sodales ipsi facilius et aptius bona assequi valerent sodalitati proposita, quae sunt: Christianae vitae studia amplificare; erga sacratissimum Iesu Cor pietatem fovere; divini Magistri vestigiis religiosius in dies insistere, et potissimum tum assiduae augusti Sacramenti adorationi, tum frequentibus Communionibus vacare. Refert itaque ad Nos ipsius Constitutionis vi, nuper ab eodem Cardinali Antistite probatae, memoratae societatis sodales, iuxta aetatem formamque devotionis uniuscuiusque ingenio accommodatam, quatuor in

classes sive gradus dispertiri, et sodales primae classis appellari vulgo « Les simples Associés », hosque teneri quotidianae recitationi Orationis Dominicae et Salutationis Angelicae, addita invocatione, ter repetenda, « Cœur Sacré de Jésus, protégez la Belgique ». Sodales secundi gradus nomine « les adorateurs et adoratrices du Sacré-Cœur » nuncupari, eosque praeter quotidianas, uti superius diximus, preces, se sanctissimi Sacramenti adorationi semel in die vel hebdomada, vel saltem in mense, prout unicuique fas sit, fideliter vacaturos spondere. Sodales tertii gradus titulo ornari « La sainte Ligue du Sacré-Cœur pour la Communion fréquente et quotidienne », et ipsos, praeter memoratas preces quotidie recitandas, ad sacram Synaxim, nisi quotidie, semel saltem quavis hebdomada pie excipiendam se obligare. Quartum denique gradum, cui nomen vulgo « La Ligue enfantine du Sacré-Cœur », in id contendere, ut pueri ad Illum adducantur, qui dixit « sinite parvulos venire ad me », omnique diligentia alliciantur ut quotidie sacrosancto Missae Sacrificio intersint, ac frequentius de die in diem ad Eucharisticas dapes puro corde accedant. Subdit item Cardinalis Archiepiscopus ita coactis in unum pium foedus precibus et promeritis omnium fidelium cuiusque aetatis sive conditionis in varios supradictos gradus distributorum, per quos proxime, quantum fieri potest, ad sacratissimum Iesu Cor accedant, confraternitatem ipsam potiore atque intensiore ratione ad sibi propositum finem attingendum adniti, idque in Patriae, Religionis atque Ecclesiae emolumentum benevertere. His positis, cum memoratus Cardinalis Archiepiscopus Mechlinensium et Belgicae ditionis Primas, cupiens ut perutilis haec societas latissime propagetur ipsiusque sociorum pietatis studium magis ac magis augeatur, Nos enixis precibus flagitet ut societatem ipsam ad Archisodalitii dignitatem evehere de Nostra benignitate velimus, Nos quidem id summopere, in tam frugiferae societatis incrementum cessurum rati, optatis his annuendum libentissime existimamus. Quae cum ita sint, Apostolica auctoritate, praesentium vi, confraternitatem in honorem sacratissimi Cordis Iesu, Bruxellis in Ecclesia Nationali eiusdem tituli institutam, perpetuum in modum in Archiconfraternitatem erigimus, omnibus et singulis iuribus privilegiisque eidem tributis, quae Archiconfraternitatibus competunt. Praeterea ut erga societatem ipsam tum frequenti sodalium numero, uti superius diximus, tum susceptorum operum egregia laude florentem, benevolentes Nos maxime exhibeamus ac munificos, eamque singularibus Pontificiae voluntatis significationibus cohonestemus, Moderatori et Confratribus eiusdem sodalitatis, sic in Archiconfraternitatem per Nos erectae, nunc et in posterum pro tempore existentibus, haec quae

sequuntur Apostolicae potestatis plenitudine largimur: I. Ut ipsi Moderator et confratres praesentes ac futuri, confraternitates eiusdem instituti ac nominis, canonice erectas sive erigendas, intra fines Belgarum Regni, quamvis non omnes gradus super enunciatos complectantur, vel alia confraternitas eiusdem nominis et naturae eodem in loco existat, licite ac valide sibi aggregare possint. In hac autem impertienda facultate, Constitutioni Clementis PP. VIII rec. mem. Nostri Decessoris, aliisque legibus quod ad distantiam expresse derogamus. II. Ut iidem, cum Confraternitatibus sic aggregatis licite ac valide communicare possint, non solum indulgentias proprias quae sint cum aliis communicabiles, sed etiam omnes et singulas indulgentias pariter communicabiles quibus pollet Archisodalitas Almae huius Urbis, idque non obstante mutatione, ut supra dictum est, precum quotidie ad illas lucrandas recitandarum. III. Ut sodalitates canonice erectas, aut erigendas, non solum in ecclesiis vel oratoriis publicis, sed etiam in sacellis Monialium licite ac valide sibi aggregare possint. IV. Denique fas sit iisdem Moderatori et Confratribus Zelatores et Zelatrices nominare, facultate gaudentes legitime et valide inscribendi et recipiendi sodales, dummodo bis saltem in anno inscriptorum nomina ad Archiconfraternitatis Sedem transmittant. Tandem ut omnis ambigendi causa funditus tollatur, defectus omnes, si qui forte irrepserint in inscriptionem fidelium, Apostolica Nostra Auctoritate, per praesentes sanamus; atque ita praecipimus, ut confratres omnes ab initio in sodalitatem sacratissimi Cordis adlecti, tamquam vere ac legitime eidem Archisodalitati adscripti habeantur et indulgentiis omnibus eiusdem Archisodalitii propriis, licite potiri possint ac frui. Haec vero concedimus, decernentes praesentes Litteras firmas, atque efficaces semper extare et manere, suosque plenos et integros effectus sortiri atque obtinere, illisque ad quos spectant sive spectare poterunt plenissime suffragari, sicque rite iudicandum esse et definiendum, irritumque ac inane fieri, si quidquam secus super his, a quovis, auctoritate qualibet, scienter sive ignoranter attentari contigerit. Non obstantibus Constitutionibus atque Ordinationibus Apostolicis aliisque speciali licet atque individua mentione ac derogatione dignis, quae in contrarium faciant quibuscumque.

Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XXII Martii MXCXII, Pontificatus Nostri anno nono.

R. CARD. MERRY DEL VAL,
a Secretis Status.

L. ✠ S.

EPISTOLAE.

I.

AD R. P. D. RUDOLPHUM HITTMAIR, EPISCOPUM LINCIENSEM, RESCRIBENS, EIUS PASTORALEM DILIGENTIAM LAUDAT.

Venerabilis Frater, salutem et apostolicam benedictionem. — Quae tu nuper scripsisti ad Nos, cum certiores Nos faceres quemadmodum Nostras Litterarum *Pascendi* praescriptiones in tua dioecesi exsecutus esses, ea non mediocrem voluptatem Nobis attulerunt. Inde enim cognovimus istius Ecclesiae statum laetabilem satis eumque cum meliore spe esse coniunctum, tuis nimirum longe abhorrentibus a peste Modernismi; redeuntibus sensim ad bonam frugem qui de via decesserant; frequentantibus praesertim adulescentulis coetus Mariales, unde ad amorem Religionis et ad christianae vitae studium excitantur. Est igitur quod Dei benignitatem divinaeque Matris patrocinium Nobiscum extollas; at etiam est, quod Nos tuam, Venerabilis Frater, pastoralem diligentiam laudemus. Tu ceteroqui eam Nobis bene iam probaras; nec dubium, quin similiter probare pergas. Quod scribis de abolitione et translatione Festorum, scito ea de re Sacram Congregationem Concilii Cardinali Archiepiscopo Pragensi, qui id ipsum postulaverat, pro omnibus Austriae Episcopis haud ita pridem respondisse. Fausta autem omina, quibus Nos in Natalem Domini Iesu prosequeris, grate accipimus; tibique vicissim omnia quae vis, cupimus: quorum sit auspex apostolica benedictio, quam tibi, Venerabilis Frater, et Clero populoque tuo amantissime impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XX Decembris MCMXI, Pontificatus Nostri anno nono.

PIUS PP. X.

II.

AD R. D. ANTONIUM FIAT, ANTISTITEM GENERALEM CONGREGATIONIS VINCENTIANAE, MODERATOREM ARCHISODALITATIS AB AGONIA D. N. I. C. NUNCUPATAE, GRATULANDO RESCRIBIT.

Dilecte Fili, salutem et apostolicam benedictionem. — Praeclarum sane munus cum pietatis tum etiam caritatis ista tuetur Archisodalitas cui tu praesides: quae quidem ex assidua meditatione moeroris et tristitiae qua Dominus Iesus ad Gethsemani est paene confectus, eum vult fructum in commune a sodalibus afferri, ut et Ecclesiae sanctae tranquillitatem et morientibus fratribus salutem sempiternam a Deo implo-

rent. Etenim cum agonia Christi magnam habet similitudinem perpetua illa colluctatio quam patitur corpus eius mysticum, quod est Ecclesia. Quique miseratione teneatur amantissimi Redemptoris, quod aliena tantopere peccata horresceret quae in se Ipse transtulisset, is facile miserebitur fratrum quos, agentes animam, suarum culparum terror sollicitat. Itaque consociationem huiusmodi tam opportunam et frugiferam iure decessores Nostri fel. rec. Pius IX et Leo XIII privilegiis auxerunt magnisque laudibus honestarunt. Nos autem longe lateque iam propagatam, ut nuntiasti, consociatorum numero et alacritate florere valde gaudemus: tibique et universis sodalibus, exeunte mox post ipsam institutam L anno, vehementer gratulamur. Vos vero pergite vel studiosiores a Deo communibus obsecrationibus petere, ut Ecclesia, si a dimicando cessare non queat, certe ex agone evadat quotidie validior, deviosque filios bona mater, saltem in excessu vitae, sibi reconciliatos complecti possit. Divinorum interea munerum auspicem, vobis omnibus, primumque tibi, dilecte Fili, apostolicam benedictionem amantissime impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XX Decembris MCMXI, Pontificatus Nostri anno nono.

PIUS PP. X.

III.

AD R. D. MAURITIUM DEMIMUID, PROTONOTARIUM APOSTOLICUM, MODERATOREM GENERALEM ET PRAESIDEM CONSILII PRIMARII SOCIETATIS AB INFANTIA IESU, GRATULANDI CAUSA.

Dilecte Fili, salutem et apostolicam benedictionem. — Valde oblectati sumus novo amoris et obedientiae testimonio, quod anno ineunte Nobis exhibuisti et tuo nomine et Societatis ab *Infantia Iesu*. Quod autem grate commemoras gravis incommodi periculum a vestra Consociatione, Nobis opitulantibus, fuisse propulsatum, vehementer laetamur; quum hoc declaret et Nobis vestrum opus cordi esse quam maxime et vosmet eidem operi sedulo attendere. Itaque feliciter gesta magnopere vobis gratulantes, bonorum omnium Datorem enixe rogamus, ut eadem stabili et uberiore in dies fructu confirmet. In hanc rem, divinae gratiae auspicem et Nostrae benevolentiae testem, tibi, dilecte Fili, et societati universae quam laudabiliter gubernas, benedictionem apostolicam grato cum animi sensu in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXVI Ianuarii MCMXII, Pontificatus Nostri anno nono.

PIUS PP. X.

SACRA CONGREGATIO CONSISTORIALIS

PROVISIO ECCLESIARUM.

Successivis Sacrae Consistorialis Congregationis decretis SSmus Dominus Noster Pius PP. X has quae sequuntur ecclesias de proprio pastore providit, scilicet:

2 martii 1912. — Titulari ecclesiae archiepiscopali Seleuciensi in Syria praefecit Revmum D. Dominicum Serafini, hactenus Archiepiscopum Spoletanum.

11 martii. — Titulari ecclesiae episcopali Arindelensi sac. Iosephum Henricum Conroy, vicarium generalem dioecesis Ogdensburgensis, quem constituit Auxiliarem Revmi D. Henrici Gabriels, Episcopi Ogdensburgensis.

21 martii. — Cathedrali ecclesiae Panamensi R. D. Gulielmum Rojas, presbyterum Congregationis Missionis et administratorem apostolicum eiusdem dioecesis Panamensis.

23 martii. — Titulari ecclesiae episcopali Temnensi sac. Michaëlem Higgins, dioecesis Tuamensis, ibidem parochum loci vulgo *Cummer*, quem constituit Auxiliarem Revmi D. Ioannis Healy, Archiepiscopi Tuamensis.

26 martii. — Titulari ecclesiae archiepiscopali Cyrrensi Revmum D. Ludovicum Szmrecsányi, Episcopum titularem Magydensem et Auxiliarem Emi Archiepiscopi Agriensis, quem constituit Coadiutorem cum iure futurae successionis Emi ac Revmi Domini Iosephi Samassa, Card. Archiepiscopi Agriensis.

— Titulari ecclesiae episcopali Martyropolitanae sac. Victorem Horváth, canonicum ecclesiae metropolitanae Colocensis, quem constituit Auxiliarem Revmi D. Ioannis Csernoch, Archiepiscopi Colocensis et Bacsiensis.

28 martii. — Metropolitanae ecclesiae Urbinatensi sac. Iacobum Ghio, archidioecesis Ianuensis, ibidem parochum in loco vulgo *Sori*.

— Cathedrali ecclesiae Thermularum sac. Rochum Caliandro, dioecesis Uritanae, ibidem vicarium generalem et canonicum theologum ecclesiae cathedralis.

S. CONGREGATIO DE PROPAGANDA FIDE

I.

DECRETUM.

IMMUTATIONIS LIMITUM.

Ad evangelicae veritatis lumen facilius inferendum in vastissimas et adhuc Fidei impervias Thibeti regiones, nuper, accedente consensu Archiepiscopi Calcuttensis, ab hac S. Congregatione Christiano Nomini dilatando praeposita, petiit R. P. D. Petrus Giraudeau, Episc. tit. Tiniadensis et Vicarius Apostolicus Thibetanus, ut missioni suae parva quaedam adderetur regio intercedens inter fines regni Thibetani et territorium in Indiis orientalibus *British Boutan* appellatum, quod Decreto diei 3 iulii anni 1883 eidem Missioni adiunctum fuit. Re porro proposita in generali conventu habito die 26 februarii u. p., Emi Patres, mature omnibus consideratis, vicariatui apostolico Thibetano adiudicandam esse censuerunt regionem ad hanc usque diem archidioecesi Calcuttensi pertinentem, quae, iuxta exhibitam geographicam chartam, continetur ad Septentrionem Thibeti finibus, ad Orientem regione Boutan, ad Meridiem territorio *British Boutan* nuncupato, ad Occidentem denique summitate montium trans flumen Rongpo quorum primum culmen Occidentem versus Maphyla appellatur et extremum ad Septentrionem, Gainshari.

Hanc vero Eminentissimorum Patrum sententiam, SSmus Dñus N. Pius div. prov. Pp. X, audita relatione Sibi facta a R. P. D. Sacrae huius Congregationis Secretario in Audientia eiusdem diei 26 februarii, in omnibus ratam habuit et confirmavit atque praesens in re Decretum expediri iussit.

Datum Romae ex aedibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die 20 Martii, anno 1912.

Fr. H. M. Card. Gotti, *Praefectus.*

L. ✠ S.

C. Laurenti, *Secretarius.*

II.

NOMINATIONES EPISCOPORUM.

Brevibus Apostolicis nominati sunt:

5 ianuarii 1912. — ***Episcopus titularis Mylasensis,*** R. P. Ioseph Maria Caro Rodriguez, Vicarius Apostolicus de Tarapacá.

— ***Episcopus titularis Olenensis,*** R. P. Aloisius Silva Lezaeta, Vicarius Apostolicus de Antofagasta.

16 ianuarii. — ***Archiepiscopus Antibarensis*** (***Antivari***), R. P. Nicolaus Dobrecic, e civitate vulgo *Cettigne.*

2 februarii. — ***Episcopus Martinicensis,*** R. P. Ioseph Malleret, e Congregatione a Spiritu Santo.

17 februarii. — ***Episcopus titularis Dibonensis et Vicarius Apostolicus Oceaniae Centralis,*** R. P. Ioseph Felix Blanc, e Societate Mariae.

27 februarii. — ***Archiepiscopus titularis Amidensis et Coadiutor cum iure successionis Archiepiscopi Brisbanensis,*** R. P. D. Iacobus Duhig, translatus a Sede Episcopali Rockhamptonensi.

1 martii. — ***Episcopus titularis Gordensis et Vicarius Apostolicus Orae Benini (Costa di Benin) in Africa Septentrionali,*** R. P. Ferdinandus Terrien, e Societate Lugdunensi Missionariorum ad Afros.

4 martii. — ***Archiepiscopus Atheniensis et Delegatus Apostolicus pro Graecia,*** R. P. Aloisius Petit, e Congregatione Augustinianorum ab Assumptione.

— ***Archiepiscopus Corcyrensis,*** R. P. Dominicus Darmanin, translatus a Sede Episcopali Syrensi.

S. CONGREGATIO RITUUM

I.

EGITANIEN.

DUBIA.

Episcopus Egitaniensis Sacrae Rituum Congregationi pro opportuna solutione sequentia dubia subiecit; nimirum:

I. Utrum Decretum n. 3096 - quo declaratur die vigesima quinta Aprilis occurrente in Dominica, in Ecclesiis ubi unicus est Sacerdos, Missam cum cantu Rogationum, quando fit Processio, valere etiam pro adimplendo onere Missae Parochialis - extendi possit ad Missam quae cani permittitur de Festo Commemorationis solemnis SSmi Corporis Christi Dominica infra Octavam eiusdem, saltem ubi fit Processio?

II. An Decretum diei 11 Maii 1911 ad II - quo edicitur organum adhiberi posse, in casu necessitatis, solummodo ad associandum et sustinendum cantum, silente organo cum silet cantus in Officiis et Missis in quibus sonus organi prohibetur - semper valeat, sive adhibeatur cantus Gregorianus, sive polyphonicus?

Et Sacra Rituum Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, audita sententia Commissionis Liturgicae, respondendum censuit:

Ad I. Negative, nisi obtineatur indultum.

Ad II. Affirmative.

Atque ita rescripsit, die 22 Martii 1912.

Fr. S. Card. Martinelli, *S. R. C. Praefectus.*

L. ✠ S.

† Petrus La Fontaine, Episc. Charystien., *Secretarius.*

II.

DECRETUM

SEU DECLARATIO SUPER NOVIS RUBRICIS.

Novis dispositionibus a Sancta Sede evulgatis, ad S. Rituum Congregationem pro opportuna solutione insequentia dubia delata sunt; nimirum:

I. Quum in novis Rubricis unicum praescribatur Suffragium de Omnibus Sanctis in quo mentio fit de Sancto Ecclesiae Titulari, quae-

ritur quid faciendum in Ecclesiis habentibus pro Titulo aliquod Domini Mysterium?

II. An Suffragium de omnibus Sanctis locum habeat in Vigilia Omnium Sanctorum, quando de ea fit Officium aut Commemoratio in Officio semiduplici?

III. An versiculus *Oremus et pro Antistite nostro N.* cum suo responsorio, nuperrime inter Preces feriales insertus, dicendus sit etiam ab Episcopis Titularibus cum pronunciatione nominis Episcopi Dioecesani?

IV. Num idem versiculus dicendus sit a Missionariis cum pronunciatione nominis Vicarii Apostolici, aut Praefecti, aut Praelati?

V. Quum in Feriis Quadragesimae, Quatuor Temporum, II Rogationum et in Vigiliis, in quibus occurrat Officium ritus duplicis maioris seu minoris aut semiduplicis, Missae privatae dici possint, ex dispositione novarum Rubricarum, vel de Festo cum commemoratione Feriae aut Vigiliae, vel de Feria aut Vigilia cum commemoratione Festi; quaeritur an in hac Missa de Feria aut Vigilia adiungenda sit tertia Oratio pro diversitate temporis?

VI. Quae Praefatio usurpanda est in Duplicibus II classis Praefationem propriam non habentibus, quando occurrunt in Dominica minori et simul in die Octava alicuius Festi Domini, aut B. M. V., aut Apostolorum?

VII. Quando Officium Dominicae II post Epiphaniam, ad normam Decreti diei 2 Martii currentis anni, anticipatur die decima sexta Ianuarii, occurrente etiam die infra aliquam Octavam, huius Octavae Commemoratio fierine debet in Officio eiusdem Dominicae anticipatae?

VIII. Et quatenus affirmative, adiungine debet Suffragium ad Laudes et Preces ad Primam?

IX. Quando Officium alicuius Dominicae infra hebdomadam anticipatur, Psalmi feriales in Laudibus primo vel secundo loco sumendi sunt?

X. Utrum suppressa censenda sit facultas adiiciendi in Missa orationes usque ad septem in simplicibus et ferialibus per novas Rubricas, quae collectas excludunt quando habetur quarta oratio?

XI. Utrum Collectae, si fuerint duae, ambae adiiciendae sint post tertiam praescriptam orationem; an una tantum?

XII. Quum quibusdam Dioecesibus, necnon Ordinibus aut Congregationibus Religiosis, Indultum a S. Sede concessum fuerit quaedam Officia particularia semel aut pluries in mense aut in hebdomada, imo etiam singulis anni diebus, exceptis solemnioribus, celebrandi; ex. gr. SSmi Sacramenti, SSmi Cordis Iesu, B. M. V. Immaculatae, etc. sive

sub ritu semiduplici, sive etiam sub ritu duplici minori aut maiori, ita ut videantur non officia Votiva, sed quasi Festiva; quaeritur an ista Officia comprehendantur inter Officia Votiva quae a novis Rubricis (tit. VIII, num. 1) suppressa declarantur?

Et Sacra Rituum Congregatio, ad relationem infrascripti Secretarii, audita sententia Commissionis Liturgicae, reque sedulo perpensa, rescribendum censuit:

Ad I. Nihil in casu fiat de Titulo.

Ad II. Negative.

Ad III. Episcopos Titulares non teneri.

Ad IV. Negative, nisi eadem nomina in Canone Missae, ex Apostolico Indulto, pronuntientur.

Ad V. Si Officium ritus duplicis recitatum fuerit, negative; si vero ritus semiduplicis, affirmative.

Ad VI. Adhibeatur Praefatio quae dicenda foret in Missa de Dominica.

Ad VII. Affirmative.

Ad VIII. Negative.

Ad IX. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.

Ad X. Negative.

Ad XI. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.

Ad XII. Affirmative.

Atque ita rescripsit, declaravit et servari mandavit. Die 22 Martii 1912.

Fr. S. Card. Martinelli, *Praefectus.*

L. ✠ S.

† Petrus La Fontaine, Episc. Charystien., *Secretarius.*

SACRA ROMANA ROTA

PARISIEN.

NULLITATIS MATRIMONII (MOLLARD-VARIGAULT).

Regnante feliciter Pio PP. X, Pontificatus Dominationis suae anno nono, die 27 ianuarii 1912, RR. PP. DD. Seraphinus Many, Ponens, *Franciscus Heiner et Ioannes Prior, Auditores de Turno, in causa* « Parisien. – Nullitatis Matrimonii », *instante pro appellatione Defensore Vinculi Parisiensi adversus sententiam Curiae Parisiensis, inter Suzannam Mollard, repraesentatam per Procuratorem Nazarenum Ferrata, Advocatum, et Rogerium Varigault, qui, legitime citatus, nihil unquam respondit, interveniente et disceptante in causa Vinculi Defensore ex officio, sequentem definitivam tulerunt sententiam.*

Die 29 septembris 1902, Suzanna Mollard et Rogerius Varigault matrimonium contraxerunt coram parocho loci S. Avertin, dioecesis Turonensis, quo in loco Suzannae genitores domum quamdam conduxerant, ubi quotannis aliquot hebdomadibus degebant. Mense aprili anni 1908, Rogerius Liberiam in Africa profectus est; cum autem primis mensibus anni 1909 in Galliam rediisset, Suzanna, attenta valetudine viri et consultis medicis, vitam coniugalem redintegrare noluit; unde Rogerius separationem thori a tribunali civili petiit et impetravit. Suzanna autem, de nullitate matrimonii sui ob defectum formae Tridentinae edocta, coram Curia Parisiensi, oblato libello die 19 novembris 1909, agere coepit ut suum cum Rogerio matrimonium nullum declararetur ex defectu formae Tridentinae; a qua revera Curia sententia prolata est die 14 iulii 1910 pro matrimonii nullitate. Cum ergo ab hac sententia Defensor Vinculi Parisiensis, pro munere suo, ad S. Rotam appellasset, hic, more solito, dubium concordatum est: *An constet de matrimonii nullitate in casu.*

Cui dubio RR. PP. DD. Auditores respondendum censuerunt: *Affirmative.*

In iure, quod vigebat tempore quo contractum fuit dictum matrimonium, certum est matrimonium esse nullum, quando contractum fuit « aliter quam praesente parocho, vel alio sacerdote de ipsius parochi « vel Ordinarii licentia, et duobus vel tribus testibus » (Concil. Trid.,

cap. *Tametsi*, I, sess. 24, *De Reformatione Matrimonii*). Per Parochum autem intelligitur ille, qui sit alterutrius sponsi parochus proprius ratione domicilii aut quasi-domicilii; quod si alteruter sponsus sit iuridice vagus, parochus loci ubi commoratur tempore contracti matrimonii (omissa controversia de ceteris parochis), est eius parochus proprius. Unde, ut matrimonium sit validum, requiritur praesentia parochi proprii in dicto sensu, vel alterutrius sacerdotis de licentia parochi proprii vel Ordinarii.

In facto, matrimonium de quo agitur, inter Suzannam Mollard et Rogerium Varigault, contractum fuit coram Rev. D. Allégret, parocho loci S. Avertin, dioecesis Turonensis.

Porro: 1° Parochus loci S. Avertin non erat parochus proprius nec Rogerii Varigault, quod est extra controversiam, nec Suzannae Mollard.

2° Ad hoc celebrandum matrimonium nulla fuit concessa licentia a parocho proprio vel Ordinario alterutrius sponsi.

Quod attinet ad prius punctum, scilicet quod parochus loci « St-Avertin » non erat parochus proprius Suzannae, res clarissima est. Tempore matrimonii, nimirum die 29 septembris 1902, Suzanna, utpote nata die 22 Septembris anni 1880 (cf. fidem « matrimonii civilis »), erat maiorennis; attamen, quia nunquam cessaverat habitare cum parentibus, horum domicilium, quod de iure minorennis acquisierat, retinebat. Porro parentes domicilium habebant Parisiis, via dicta « d'Aumale », n. 16, in parochia Dominae Nostrae Lauretanae. Sic enim testatur Henricus Mollard, pater actricis: « Au moment du mariage, j'habitais « 16, rue d'Aumale, depuis environ deux ans »; ita etiam Dña Mollard, mater actricis, in suo interrogatorio, ad 6. Quibus concinunt, praeter ipsam Suzannam actricem, alii testes, v. g., Carolus Hervé, qui coquus erat in familia Mollard, in suo interrogatorio, ad 6; Dña Ludovica d'Auzay ad 6, etc. Domicilium ergo Suzannae erat n. 16 via dicta « d'Aumale », Parisiis. Praeter autem hoc domicilium, Suzannae genitores domum quamdam, dictam « la Sagerie », in parochia S. Avertin, dioecesis Turonensis, anno circiter 1900, conduxerant, ubi quotannis, rusticationis causa, aliquot hebdomadas degebant. De quo audiendi sunt testes. Henricus Mollard ait: « J'avais loué à St-Avertin, Indre-et-Loire, une pro- « priété à bail de trois, six ou neuf ans, qui me servait de garde-meubles, « en attendant que j'aie trouvé à caser tout mon mobilier. Ma femme « passait peut-être un mois chaque année, ou deux, dans cette propriété. « Pour moi, j'allais l'y trouver, y passant peut-être huit à quinze jours « à la suite. Au moment du mariage, il y avait peut-être deux ans que

« j'avais loué cette propriété. Après le mariage j'ai continué à jouir de « cette propriété dans les mêmes conditions qu'auparavant, jusqu'au « moment où, ayant trouvé ce qui me convenait à Nice, je m'y installai « définitivement ». Sic etiam Dña Mollard: « Pour St-Avertin, nous y « avions loué une maison où j'allais passer le temps pendant lequel mon « mari était aux camps ou aux manœuvres. J'y restais environ de six « semaines à deux mois. Nous avions un bail de trois, six, neuf ans. « Après le mariage, nous avons continué d'avoir cette habitation dans « les mêmes conditions, mais y allant de moins en moins ». Ita pariter praedictus Carolus Hervé, qui ubique familiam sequebatur: « L'année « du mariage, le colonel Mollard est arrivé à St-Avertin la veille du « mariage. Madame Mollard s'y trouvait depuis quinze jours ou trois « semaines, avec des voyages à Paris. Le colonel quitta St-Avertin deux « ou trois jours après le mariage. Madame Mollard habitait St-Avertin « environ un mois ou six semaines. Le général y passait quinze jours « au plus. L'installation était assez sommaire, mais les meubles appar- « tenaient à M. Mollard ». Ita etiam Dñus et Dña Lucas, qui rem probe noverant, quippe qui, tempore quo familia Mollard non commorabatur in conducta domo S. Avertin, ipsi in hac domo, cuius claves eis commissae erant, habitabant. Dñus Lucas ait: « À cette époque (anno 1900), « Mr Mollard avait loué " la Sagerie „, au-dessus de St-Avertin, pour en « faire un garde-meubles. Mr Mollard nous a dit que cette propriété lui « avait plu, que les prix étaient abordables et qu'il en avait fait un « garde-meubles. A Paris, les appartements sont petits; il lui aurait fallu « vendre ses meubles ou louer un endroit pour les déposer. C'est ce « qui l'a déterminé à louer cette maison de campagne. Il savait fort « bien que ses occupations ne lui permettraient pas de l'habiter long- « temps. Sa femme, autant que je me le rappelle, y passait tout au plus « deux mois chaque année. Je ne sais pas s'ils avaient eu l'intention « d'y séjourner davantage. Mais, au lieu d'aller aux bains de mer, c'est « là qu'ils allaient passer les vacances. D'ailleurs, qu'on loue " la Sagerie „ « pour trois mois ou pour une année, c'est le même prix ». Ad hoc autem quaesitum: « Croyez-vous que Mr et Madame Mollard aient eu « l'intention de passer à St-Avertin une partie notable de l'année? » respondit: « Certainement non; la situation du colonel ne le lui per- « mettait pas ». Et ad hoc: « Pendant combien de temps y est-il resté « après le mariage? » respondit: « Au moins quatre ou cinq ans. C'est « moi qui avais les clefs, et nous jouissions de la propriété quand les « Mollard n'y étaient pas ». Et ad hoc: « Combien de temps par an la « famille Mollard habitait-elle cette maison de campagne? » respondit:

« Cinq ou six semaines, deux mois au plus ». In eodem sensu Dña Lucas ad hoc quaesitum: « Combien de temps par an la famille Mollard habi- « tait-elle cette maison de campagne? Comment était-elle installée ou « meublée? » respondit: « Très peu, Madame Mollard venait deux ou « trois jours à Pâques, sans domestique, et revenait plus tard, au mo- « ment des vacances, avec sa famille. Elle ne restait guère que deux « mois, du quinze au vingt juillet jusqu'au vingt septembre. Cette maison « servait de garde-meubles. Ils avaient hérité d'un hôtel, rue d'Aumale, « à Paris, qui était meublé. Je crois qu'ils avaient déposé à St-Avertin « leurs meubles à eux, dont ils ne savaient plus que faire, quand le « colonel quitta Toul pour venir à Paris »; et ad hoc quaesitum: « Avaient-ils l'intention d'habiter St-Avertin? » respondit: « Je ne crois « pas, vu que le colonel était toujours en activité »; et ad hoc: « Savez- « vous quelle a été l'intention de Mr et de Madame Mollard en louant « cette maison? S'y considéraient-ils comme chez eux? » respondit: « Ils « étaient bien chez eux, puisqu'ils avaient loué la maison; mais c'était « un chez eux où ils ne paraissaient guère. Ils ne se sont jamais con- « sidérés là comme chez eux pour s'y faire des relations, bien qu'ils « aimassent à en avoir. Ils disaient qu'ils restaient trop peu de temps « à leur campagne; mon mari et moi, qui avions les clefs, nous en jouis- « sions beaucoup plus qu'eux. Les deux années qui ont suivi le mariage, « ils ont même sous-loué, pendant la saison d'été, d'abord à une Anglaise « ou Américaine, (puis) à un officier de cavalerie. La troisième année, « n'ayant pas trouvé à sous-louer, ils se sont retirés; du moins je le « crois. » Ita pariter Dña Ludovica d'Auzay: « Je ne sais pas depuis « combien de temps il (Henricus Mollard) avait une maison à St-Avertin. « Je sais que cette maison était simplement en location, mais que les « meubles appartenaient à la famille. Ces dames y venaient pendant « les vacances, et le colonel n'y faisait que quelques apparitions ». His genuina referunt Georgius Varigault, pater rei, in suo interrogatorio, ad 6; Dña Varigault, in suo pariter interrogatorio, ad 6, 7 et 8.

Ex his ergo attestationibus haec clare constant: 1°. Familia Mollard, anno 1900, conduxerat aliquam domum dictam « la Sagerie », in parochia S. Avertin, dioecesis Turonensis, tum ut ibi supellectilem reponeret, tum ut ibi quotannis per aliquod tempus, rusticationis causa, degeret. 2°. De facto, familia Mollard in praedicta domo paucas hebdomadas quotannis commorabatur: et quidem Dña Mollard, quando vir eius, relictis Parisiis, ad exercitationes militares (gallice dictas « grandes manœuvres »), mense augusto vel septembri, proficiscebatur, in domum « la Sagerie » cum filia Suzanna se conferebat; vir autem, expletis prae-

dictis exercitationibus, illuc etiam veniebat, Parisios circa finem septembris reversurus; unde mater et filia 6 circiter aut 8 hebdomadas, pater autem 8 aut 14 dies quotannis in praedicta domo transigebant. 3°. Paucis post annis, scilicet duobus aut tribus annis post matrimonium Suzannae, familia Mollard omnino reliquit domum S. Avertin. Itaque clarum est parochum loci S. Avertin nihil aliud fuisse quam, ut dicitur, parochum ruris seu rusticationis. Norunt autem omnes, et tralatitii inconcussique iuris est, parochum ruris non esse parochum proprium in ordine ad matrimonium, quia nimirum habitatio bimestris non attingit rationem quasi-domicilii. Quod eo magis in casu verum est, quod, hoc praecise anno quo matrimonium celebratum est, scilicet anno 1902, familia Mollard minori etiam tempore in domo S. Avertin commorata est; imo, hoc anno, Suzanna vix duos aut tres dies ibi degit; post enim plures menses Pictaviis, ob aegram valetudinem, transactos, pridie matrimonii venit in domum S. Avertin, quam cum sponso reliquit postridie matrimonii. Sic enim ipsa ait: « J'y suis allée (à St-Avertin) pendant les vacances de « 1900 et 1901; en 1902, je n'y suis arrivée que la veille de mon mariage, « pour en repartir le lendemain ». Quod passim confirmant testes. Unde certo certius parochus S. Avertin non erat parochus proprius quoad matrimonium Suzannae cum Rogerio.

Nec dicatur Suzannam, tempore matrimonii, fuisse iuridice vagam, et proinde, saltem hoc titulo, parochum S. Avertin fuisse parochum eius proprium in ordine ad matrimonium. Iuridice vagus ille est qui nullibi habet domicilium aut quasi-domicilium. At certe, ipso tempore matrimonii, Suzanna servabat domicilium (aut, si velimus, quasi-domicilium), quod eius parentes fovebant Parisiis. Quando enim aliquis filius minor acquisivit, de iure, domicilium (aut quasi-domicilium) parentum, illud postea non amittit, nisi quando omnino constat illum huic domicilio definitive renunciasse, v. g., acquirendo alibi aliud domicilium. Quod principium est inconcussum; status enim vagi est extraordinarius, odiosus et minime praesumendus; unde legitur in Iure Romano (ff. L. 29, *Ad Municipalem*, L. I): « Difficile est sine domicilio esse quemquam ». Porro nullo modo constat Suzannam, cum mense aprili anni 1902 recessit a parentibus ut se Pictavios conferret, domicilium paternum omnino et cum animo non revertendi reliquisse: recessit enim a parentibus, tum propter infirmam eius valetudinem, tum quia ipsi consortium parentum, ob horum repugnantiam ad suum cum Rogerio matrimonium, taediosum et grave factum esset. Sed nihil probat Suzannam abiisse cum animo non revertendi; quid enim si vel ipsa, vel Rogerius, vel alterutrius familia, tractatus matrimoniales rumperet? Unde etiam cautum

est in Iure Romano sponsas non amittere domicilium paternum, nisi per ipsum reipsa celebratum matrimonium: « Ea quae desponsa est, « ante contractas nuptias suum non mutat domicilium » (L. *Ea quae*, 32, ff., *Ad Municipalem*, L. I). Quod etiam receptum est in Iure canonico, quia tandem aliquando, quamdiu matrimonium non est reipsa celebratum, sponsalia possunt licite vel illicite resolvi, et sponsa redire ad domum paternam. Unde domicilium quod Suzanna, de iure et de facto, acquisierat in domo paterna, non amisit nisi per suum matrimonium, scilicet die 29 septembris anni 1902. Unde ante suum matrimonium nunquam fuit vaga.

Veniamus ergo ad *alterum punctum:* scilicet parochus S. Avertin nullam recepit delegationem a parochis propriis nec ab Ordinariis sponsorum.

Et quidem non recepit delegationem a parocho Dominae Nostrae Lauretanae, Parisiis, tum quia nulla delegationis mentio reperitur in fide matrimoniali, tum quia nulla petita fuit delegatio, tum quia attestatio scripta proclamationis bannorum non continebat delegationem; sic enim ait Henricus Mollard, pater actricis, qui hanc scriptam attestationem tradidit in manus parochi S. Avertin: « Je puis certifier que le « certificat de publications ne portait aucune délégation pour M. le Curé « de St-Avertin ». Unde nullus in hac attestatione vidit delegationem, nec parochus S. Avertin, qui ea de re nullum fecit verbum cum vicario, nec vicarius, qui tamen accuratissime omnia verba omnesque apices huius attestationis perlegit, imo perscrutatus est; siquidem ibi advertit *datam* erasam; ait enim: « J'ai fait remarquer à Mr le Curé qu'une date « avait été raturée ».

Nec etiam parochus S. Avertin recepit delegationem a parocho sponsi, scilicet a parocho S. Iacobi oppidi Castres, in dioecesi Albiensi, propter rationes iam supra expositas, quae pariter valent de parocho sponsi; unde nullus unquam dixit aut suspicatus est delegationem fuisse datam a parocho sponsi.

Nec parochus S. Avertin recepit delegationem ab Ordinario Parisiensi; ut enim constat ex Actis, nullus adivit Ordinarium Parisiensem ut ab eo peteret delegationem in ordine ad praesens matrimonium; revera regesta Officialitatis Parisiensis, in quibus cautissime perscribuntur delegationes omnes matrimoniales concessae, nihil continent quod ad rem praesentem referatur.

Remanet ergo Ordinarius Turonensis, a quo Rev. Denis, qui fuit Defensor Vinculi in processu Turonibus facto, dicit, in epistola diei 7 martii 1910, concessam fuisse delegationem parocho S. Avertin in

ordine ad praesens matrimonium; quod etiam insinuavit Rev. Desprès, qui tempore matrimonii vicarius erat in parochia S. Avertin; dicit enim in scripta declaratione: « Mon sentiment est que Mr le Curé de St-Avertin « est allé à l'archevêché de Tours, comme je me rappelle bien qu'il m'a « dit l'avoir fait, afin de se mettre en règle pour avoir le droit de célé- « brer le mariage ».

Verum, quod truncat omnem difficultatem, Archiepiscopus Turonensis non erat Ordinarius sponsorum in ordine ad matrimonium, et ideo non valebat delegare sacerdotem ad celebrandum hoc matrimonium. Non enim erat Ordinarius sponsae; nam supra visum est familiam Mollard non habitasse quotannis in loco S. Avertin nisi per aliquot hebdomadas et rusticationis causa, et proinde ibi nec domicilium nec quasi-domicilium habuisse; unde nec parochus S. Avertin nec Ordinarius Turonensis competentes erant relative ad praesens matrimonium.

Nec Archiepiscopus Turonensis erat Ordinarius sponsi: quod facile demonstratur. Nam:

1° Parentes Varigault, tempore matrimonii, scilicet die 29 septembris anni 1902, nullum domicilium aut quasi-domicilium habebant in dioecesi Turonensi. Emerant quidem, anno circiter 1895, domum quamdam in loco dicto « Royville » in parochia *Cérelles;* de qua domo Rñdus Paschalis Liot, qui erat et est parochus Cérelles, haec ait in scripta sua declaratione diei 12 februarii 1910: « J'ai déclaré que les Varigault étaient mes « paroissiens. Il y a environ quinze ans qu'ils possèdent à Cérelles une pro- « priété, petit castel, qu'ils ont achetée. Après l'avoir entièrement meublée, « ils y ont installé, dans une maisonnette faisant partie de l'habitation et « y attenant, un ménage pour garder et entretenir la petite propriété et « aussi pour être à leur service, s'il le fallait, lorsqu'ils viendraient à « Royville. Concierges et gardiens sont payés à l'année. Les Varigault, « le général étant en activité de service, ne venaient chaque année « qu'un temps relativement court: un ou deux mois ». Haec confirmat Georgius Varigault, pater rei, in suo interrogatorio, ad 4: « Au moment « du mariage, j'habitais Cérelles (Indre-et-Loire), dans ma propriété de « Royville. Au temps de mon activité, je ne faisais que de courts séjours « à Royville; depuis mon entrée aux cadres de réserve (in fine an. 1901; « cf. interrog., ad 3), je passe cinq mois en moyenne dans ma propriété. « En 1902, année du mariage, j'ai dû aller à Royville vers le mois de « juillet environ; j'y suis resté jusqu'après le mariage, commencement « d'octobre. Mon domicile habituel était Paris, rue de Bourgogne, aupa- « ravant rue Madame ». Quibus addit, modo dubio et incerto, Dña Varigault, mater rei: « Au moment du mariage, septembre 1902, nous étions

« à Royville, paroisse de Cérelles. Nous étions arrivés, je crois, en juin « ou juillet, pour repartir vers novembre ou décembre. Notre domicile « était à Paris, 54, rue de Bourgogne. Mon fils demeurait à Castres, où « il était lieutenant au régiment d'artillerie depuis 1900 ». Unde usque ad finem anni 1901, familia Varigault non commorata est quotannis in domo Royville nisi ad summum per duos menses, ut videmus ex concordibus testimoniis Rñdi Liot, parochi Cérelles (« Les Varigault, le général « étant en activité de service, ne venaient chaque année qu'un temps « relativement court: un ou deux mois ») et Georgii Varigault (« Au « temps de mon activité, je ne faisais que de courts séjours à Royville »), et concluditur etiam ex ipsa status necessitate; cum enim Georgius Varigault active militaret (« était en activité de service ») usque ad finem anni 1901, hoc tempore non poterat commorari in domo Royville nisi ad tempus breve; et, etiamsi voluisset, hoc tempus protrahere non potuisset, obstantibus status militaris officiis et necessitatibus; unde, usque ad finem anni 1901, familia Varigault non nisi breviter commorabatur (« ne faisait que de courts séjours ») in domo Royville, otii aut rusticationis causa, ideoque parochus loci *Cérelles* non erat nisi parochus ruris seu rusticationis, sicut diximus supra de parocho S. Avertin. Anno matrimonii, scilicet anno 1902, Georgius Varigault paulo diuturnius, scilicet ad tres aut quatuor menses, remansit in domo Royville, ut ipse affirmat; attestatio enim Dñae Varigault, quae loquitur modo dubio et incerto, intelligi debet in sensu a viro asserto et declarato; insuper ipse modus loquendi, dubius et incertus, Dñae Varigault palam facit non fuisse in eius mente firmum propositum commorandi in domo Royville per maiorem anni partem; unde, nec etiam hoc anno 1902 familia Varigault habuit domicilium aut quasi-domicilium in parochia Cérelles. Postea forsitan, scilicet anni 1903 et sequentibus, Georgius Varigault, in parochia Cérelles, in qua tunc habitare coepit per longius tempus, acquirere potuit alterum domicilium canonicum, distinctum a domicilio Parisiensi, ad normam capitis *Cum quis*, 2, *De Sepulturis*, in VI; sed, quidquid sit de hoc quaesito, quod extra praesentem causam remanet, nondum, annis 1901 et 1902, hoc alterum domicilium acquisierat; unde, tempore matrimonii, parentes Rogerii Varigault nullum domicilium aut quasi-domicilium habebant in dioecesi Turonensi. Quod si forsan aliquod dubium remanet pro anno 1902, huic dubio plene et abundanter occurritur per animadversiones quae statim sequuntur.

2° Etiamsi parentes Rogerii Varigault, tempore matrimonii, domicilium aut quasi-domicilium habuissent in parochia Cérelles, attamen hoc non profuisset ad hoc ut Archiepiscopus Turonensis dici posset

Ordinarius sponsi relative ad matrimonium. Nam, quod cautissime notandum est, Rogerius Varigault, tunc temporis, nimirum anno 1902, nullo modo dici poterat particeps domicilii quod eius parentes habere poterant in parochia Cérelles; nam maiorennis erat (triginta enim annos habebat, utpote natus diei 18 Martii 1872), et proprium domicilium fovebat in oppido *Castres*, dioecesis Albiensis, ubi, ab anno 1900, tamquam dux militaris in exercitu gallico (« lieutenant au 3e artillerie »), degebat. Nec dicatur filios, etiam maioritatem adeptos, retinere domicilium parentum donec clare constet eos huic domicilio valedixisse, sicut supra diximus de Suzanna; nam hoc verum est de domicilio paterno quod filii iam acquisierunt, vel vi legis quae filiis minoribus domicilium paternum assignat, vel facto, scilicet habitando reipsa cum parentibus; si enim nullo modo, nec iure, nec facto, domicilium paternum acquisierint, quomodo illud retinere possent? Prius est enim adipisci quam retinere. Quod ut melius explicetur, ponamus filium, qui, utpote minor, acquisivit domicilium paternum; hic utique, etiam factus maior, retinet domicilium parentum, et illud non amittit, nisi quando clare constat ipsum huic domicilio renunciasse. Verum, si, dum filius maior est absens, parentes eius *aliud* domicilium (loquimur de *alio*, seu *novo*, domicilio, quod nondum acquisierit filius) acquirunt, hoc certo novum parentum domicilium non transit ad hunc filium maiorem absentem; quomodo enim transiret? Non vi legis, quae non respicit nisi minores; non facto parentum, quod, per se ipsum, non fundat nec fundare potest nisi domicilium parentum, nec est ulla fictio iuris quae protrahat et extendat factum parentum usque ad filium; ergo, nisi filius maior *facto proprio* novum parentum domicilium sibi proprium faciat, illud nunquam acquiret. Et hic est casus Rogerii. Dum enim erat iam maior, (scilicet anno 1902, quo triginta annos natus erat) et absens (scilicet degens in oppido *Castres*, ubi saltem quasi-domicilium habebat), eius parentes acquirunt (secundum factam hypothesim, quae tamen maxime dubia est, ut vidimus) domicilium aut quasi-domicilium in loco *Cérelles*. Sed hoc domicilium aut quasi-domicilium non transit in filium Rogerium; non transit de iure, quia Rogerius est maior; non transit solo facto parentum, ut diximus; non transit facto Rogerii, qui tunc active militabat in oppido *Castres*, nec poterat commorari in loco *Cérelles* nisi ad breve tempus, ut supra diximus de eius patre Georgio, dum hic active militabat. Factum enim proprium, quo filius maior potest acquirere domicilium parentum, est illud ipsum factum quo quilibet civis domicilium aut quasi-domicilium acquirere potest, scilicet habitatio et collocatio larium in aliquo loco cum intentione ibi manendi in perpetuum, si agatur

de domicilio, aut per maiorem anni partem, si agatur de quasi-domicilio. Porro non modo tale Rogerii factum non demonstratur in Actis, sed potius excluditur; nam documenta et testes Rogerium exhibent anno matrimonii, scilicet anno 1902, tamquam commorantem, residentem, « domiciliatum », in oppido *Castres*; fides enim matrimonii de eo dicit: « Roger Varigault, ... de la paroisse de St-Jacques de Villegoutan à « Castres »; fides matrimonii civilis: « Roger Varigault, domicilié à Cas- « tres »; actrix Suzanna Mollard dicit: « Mon fiancé demeurait alors à « Castres, où il était en garnison »; testis Henricus Mollard: « Le futur « était alors en garnison à Castres »; testis Dña Mollard: « Le futur « était en garnison à Castres »; testis Dña Varigault: « Mon fils demeu- « rait à Castres, où il était lieutenant au régiment d'artillerie depuis 1900 »; testis Carolus Hercé: « Le fiancé, qui était, comme j'ai dit, officier d'artille- « rie, habitait Castres »; testis Rñdus Liot, parochus *Cérelles:* « Il était offi- « cier dans l'artillerie de marine, si je ne me trompe; il venait de temps en « temps au château de Royville ». Ergo, anno matrimonii, Rogerius habebat vere et certo saltem quasi-domicilium in oppido *Castres,* nec veniebat in domum *Royville* nisi per rara intervalla, et ad brevissimum tempus. Ergo, sicut etiam supra diximus de eius patre, Rogerius Varigault, his annis 1900, 1901, 1902, etiamsi voluisset, non potuisset habere domicilium aut quasi-domicilium in parochia *Cérelles;* vi enim legum quae regunt in Gallia statum militarem, praesertim pro ducibus, qualis erat Rogerius (« lieutenant au 3e artillerie »), milites, praesertim duces, domicilium (aut si vis, quasi-domicilium) ***necessarium*** habent in loco ubi morantur; a quo non possunt abesse, otii aut rusticationis causa, nisi per paucas hebdomadas. Unde, etiamsi parentes Rogerii Varigault domicilium aut quasi-domicilium habuissent in parochia *Cérelles,* huius domicilii aut quasi-domicilii, certo, Rogerius non erat particeps. Unde tandem, licet Archiepiscopus Turonensis fuerit Ordinarius parentum, certo non erat Ordinarius sponsi.

Et haec clara sunt et certa, nec possunt destrui aut minui ulla ulteriori testium interrogatione; nam licet concedatur ex novis attestationibus posse demonstrari aliquod quasi-domicilium parentum Varigault in loco Cérelles, nihil tamen inde sequeretur quoad competentiam Ordinarii Turonensis in ordine ad praesens matrimonium; nam haec semper firma manent, scilicet Rogerium Varigault, anno matrimonii, non fuisse participem domicilii aut quasi-domicilii paterni, et ipsum habuisse proprium domicilium aut quasi-domicilium ***necessarium*** in oppido *Castres.*

Et haec satis superque sunt, ut statim et absque ulla ulteriori indagine et cuiusvis interrogatione possit et debeat declarari et definiri

incompetentia Ordinarii Turonensis in ordine ad praesens matrimonium. Secundum enim principium: « Frustra probatur quod probatum non « relevat », quaelibet ulterior in re praesenti testium interrogatio frustranea et inutilis est, ideoque statim procedi potest et debet ad definitivam sententiam.

Ceterum, sit dictum ad abundantiam iuris, haec ipsamet delegatio quam Rñdi Denis et Desprès ab Ordinario Turonensi datam fuisse parocho S. Avertin praetendunt, nullo probabili argumento demonstratur fuisse concessa. Tota enim vis eorum argumentationis nititur his verbis, quae Rñdus Desprès refert se audisse a parocho, nunc defuncto, S. Avertin: « Il y a trente ans que je suis à St-Avertin; je sais ce que j'ai à faire; je « suis allé à l'archevêché ». Verum ex his verbis non demonstratur certo nec probabiliter concessam fuisse delegationem; parochus enim S. Avertin potuit adire aedes archiepiscopales alia prorsus de causa, v. g., ut interrogaret de legitimitate bannorum Parisiis et Castres octo ante mensibus promulgatorum (secundum enim statuta multarum dioeceseon publicatio tam antiqua bannorum nullius momenti habetur), vel etiam ut interrogaret de necessitate promulgandi banna etiam in parochia S. Avertin. Ex praefatis ergo parochi verbis non eruitur gravis probabilitas de concessa delegatione. Quod tanto magis hic dicendum est, quod nulla de hac delegatione mentio facta est in fide matrimoniali; quam profecto mentionem (si reipsa concessa fuisset delegatio) non omisisset parochus ille, triginta annorum experientia edoctus, et, ut ipse dixit, probe officii sui conscius. Nec dicatur vicarium, non parochum, scripsisse fidem matrimonialem; nam saltem parochus fidem illam subscriptione sua obsignavit, et proinde rerum in ea contentarum vel omissarum onus in se assumpsit.

Ergo, in summa, parochus S. Avertin, ad celebrandum matrimonium de quo agitur, nullam prorsus recepit delegationem a parocho aut Ordinario competenti; cum igitur, ut supra probatum est, non fuerit parochus proprius alterutrius sponsi, matrimonium ex defectu formae Tridentinae nullum est.

Quibus omnibus consideratis et sedulo perpensis, Christi nomine invocato, Nos infrascripti Auditores, pro Tribunali sedentes et solum Deum prae oculis habentes, confirmata sententia Curiae Archiepiscopalis Parisiensis, decernimus, declaramus et definitive pronunciamus: *Constare de nullitate matrimonii inter Suzannam Mollard et Rogerium Varigault*, et sic proposito dubio respondemus: *Affirmative;* statuentes praeterea eamdem Suzannam Mollard ad omnes iudicii expensas teneri.

Ita pronunciamus, mandantes Ordinariis locorum et ministris Tribunalium, ad quos spectat, ut executioni mandent hanc nostram definitivam sententiam, et adversus reluctantes procedant ad normam sacrorum canonum et praesertim *cap. 3, sess. XXV, de Reformatione,* Concilii Tridentini, iis adhibitis executivis et coërcitivis mediis quae magis efficacia et opportuna pro rerum adiunctis extitura sint.

Die 27 Ianuarii 1912.

Seraphinus Many, *Ponens.*
Franciscus Heiner.
Ioannes Prior.

Sac. T. Tani, *Notarius.*

SIGNATURA APOSTOLICA

ANDRIEN.

RESTITUTIONIS IN INTEGRUM QUOAD PRAEBENDAM ARCHIPRESBYTERALEM.

Iamdiu in cathedrali ecclesia Andrien. inter Capitulum et Canonicum Archipresbyterum agitabatur controversia circa interpretationem decreti « Ad dirimendas » editi a S. C. Concilii, quo bonorum ecclesiis cathedralibus et paroecialibus, propter latam in Italia de patrimonio ecclesiastico legem, a Fisco relictorum, administrationi consulebatur. Post varias diuturnasque illius controversiae vicissitudines, S. Congregatio, priores suas decisiones confirmans, statuit: « Canonicum Archipresbyte-« rum conservandum esse in possessione et administratione bonorum sibi « a Fisco relictorum, itemque teneri solvere quamdam summam Massae « Capitulari ». Quum vero hac in sententia Capitulo cathedrali Andrien. videretur pars seu quota ad Archipresbyterum spectans, ideoque a quota paroeciali seiungenda, non fuisse clare designata; praedictum Capitulum iterum institit apud S. C., quae tamen in plenaria sessione diei 30 Aprilis an. 1904 definitive respondit: « In decisis et ad mentem « et amplius ». Mens insimul aperiebatur S. C., quae pariter praecipiebat, ut firmae manerent ceterae omnes dispositiones. Exinde causa in rem iudicatam transivit; adeoque censebatur nihil aliud Capitulo superesse, praeterquamquod emissae sententiae acquiescere. — Attamen res non

ita processerunt. Etenim initio anni 1909, post obitum Archipresbyteri Quacquarelli, adversus quem causa penes S. C. Concilii introducta fuerat, Capitulum, novis allegatis documentis, petiit ab eadem Congregatione, ut quaestio super merito iterum in discussionem veniret, et in casu quo S. C. abnueret dictae expostulationi de more satisfacere, quaestio tractaretur, iuris ordine servato, seu apud Tribunal S. Rotae, seu, sub titulo ***restitutionis in integrum***, coram Supremo Signaturae Apostolicae Tribunali. Itaque Defensor ex officio, iussu S. C. ab Ordinario Andrien. nominatus ad tuenda iura beneficii paroecialis vacantis per obitum postremi titularis, exhibuit suas animadversiones, unde emergebat dubium de iuridico valore documentorum quae Capitulum adduxerat, asserens tunc ea primum fuisse reperta postquam causa in rem iudicatam transierat. Quamobrem Emus Card. Praefectus S. C. Concilii, in audientia diei 24 Augusti 1910, humiliter supplicavit SSmo, ut dignaretur: 1) remittere quaestionem de restitutione in integrum ad Supremum Signaturae Apostolicae Tribunal; 2) iubere ut continuo vacanti paroeciae provideretur, salva semper decisione Supremi eiusdem Tribunalis. Revera tum Ordinarius Andrien. eodem anno 1910 vacanti paroeciae in persona Rev. D. Felicis Pomo providit, tum penes Supremum hoc S. A. Tribunal, causa ***Andrien. - Restitutionis in integrum quoad praebendam archipresbyteralem*** de Pontificia Commissione examinari pertractarique coepit. Verum, elapso post fere integro anno, Episcopus Andrien. Supremum hoc Tribunal epistola docuit, intentatae causae nullum amplius locum fieri, propterea quia per Actum Capitularem de consensu partium rite confectum, cuius authenticum exemplar una cum epistola mittebatur, Capitulum et recens nominatus Archipresbyter cathedralis Andrien., diuturnam controversiam amice composuissent. Cuius negotii ab Emo Card. Supremi Apost. Signaturae Trib. Praefecto, in audientia diei 7 Februarii curr. anni 1912, facta relatione SSmo Dño N. Pio PP. X, Summus Pontifex praedictum *Actum Capitularem* diei 7 Augusti an. 1911, quo conventio inter partes litigantes inita atque obsignata fuit, adprobare et sancire Apostolica Sua Auctoritate dignatus est, simul praecipiens, ut vi huius conventionis perempta declaretur quaevis actio Capituli cathedralis ecclesiae Andrien. adversus eiusdem Canonicum Archipresbyterum, atque in posterum partes, quae diu contenderunt, nempe Canonici et Archipresbyter pro tempore, eadem conventione obligati prorsus teneantur.

Super quibus omnibus et singulis ipse Emus D. Vincentius Cardinalis Vannutelli, Supremi huius Signaturae Apostolicae Tribunalis Praefectus, decretum hoc per infrascriptum Actuarium, Cancellarii munere

fungentem, confici atque expediri iussit, cum solemnitatibus et clausulis, quae sunt de iure, et ad *Legis Propriae* normam requiruntur.

Datum Romae ex aedibus S. T., die vigesima mensis Februarii 1912.

Nicolaus Marini, *a Secretis.*

L. ✠ S.

Iosephus adv. Fornari, *S. T. A.*

DIARIUM ROMANAE CURIAE

S. CONGREGAZIONE DEI RITI.

CONGREGAZIONE ORDINARIA PARTICOLARE.

Il giorno 26 Marzo 1912, nel Palazzo Apostolico Vaticano, fu tenuta la Congregazione Ordinaria Particolare dei Sacri Riti, nella quale furono sottoposte al giudizio degli Emi e Rmi Signori Cardinali componenti la medesima, le seguenti Cause:

I. Intorno al culto in ossequio ai decreti di Urbano VIII non mai prestato al Ven. Servo di Dio Placido Baccher, Sacerdote Secolare del Terzo Ordine di S. Domenico, Rettore dell'antica Chiesa del SSmo Nome di Gesù in Napoli;

II. Intorno alla validità ed al rilievo del Processo Apostolico costruito in Roma sopra la fama della santità della vita, delle virtù e dei miracoli in genere della Ven. Serva di Dio Maria De-Mattias, Fondatrice delle Suore del Preziosissimo Sangue;

III. Intorno alla validità del Processo Apostolico costruito nella Curia di Orléans sopra tre miracoli che si asseriscono operati da Dio per intercessione della Beata Giovanna d'Arco; e finalmente

IV. Intorno alla validità dei Processi Apostolici ed Ordinari costruiti per la Causa di Beatificazione e Canonizzazione del Ven. Servo di Dio Pietro Bardesio, Laico Professo dei Frati Minori.

SEGRETERIA DI STATO.

NOMINE.

Con biglietti della Segreteria di Stato, il Santo Padre si è degnato di nominare:

29 Marzo 1912. — L'Emo Sig. Cardinal Diomede Falconio, *Protettore dell'Istituto delle Suore Missionarie Francescane aventi la casa Madre in Còrdoba (Repubblica Argentina).*

6 Aprile. — Il Rev. P. Pietro Benedetti, della Congregazione dei Missionari del S. Cuore di Gesù, *Direttore del Bollettino Ufficiale « Acta Apostolicae Sedis »*.

Con biglietti e Brevi della Segreteria di Stato, il Santo Padre si è degnato di nominare:

Assistente al Soglio Pontificio:

21 Marzo 1912. — Mons. Alfonso Archi, Vescovo di Como.

Protonotario Apostolico ad instar participantium:

28 Marzo 1912. — Mons. Giuseppe Antonio Roca, Canonico della Cattedrale di Lima.

Prelati domestici di S. S.:

6 Marzo 1912. — Il Rev. D. Nicola Pusino, della Diocesi di Boiano.

22 Marzo. — Il Rev. Can. D. Giorgio Wagner, già Vicario Generale dell'archidiocesi di Bamberga.

23 Marzo. — Mons. Stefano Révész, della diocesi di Vacia.

27 Marzo. — Il Rev. D. Giovanni Mauro, Canonico Arciprete-Curato della Metropolitana di Udine.

29 Marzo. — Il Rev. D. Giacomo Edoardo Cassidy, Vicario Generale della Diocesi di Fall-River.

ONORIFICENZE.

Con biglietti e Brevi della Segreteria di Stato, il Santo Padre si è degnato di conferire le seguenti onorificenze:

La Commenda dell'Ordine di S. Silvestro Papa:

21 Marzo 1912. — Al Sig. Dott. Pietro Neri, di Roma.

27 Marzo. — Al Sig. Antonio Cristiano Maria Koedijk, tesoriere della Società del Divin Redentore in Amsterdam.

Il Cavalierato dell'Ordine di S. Gregorio Magno, classe civile:

23 Marzo 1912. — Al Sig. Gaston Mercier, della diocesi di Liegi.

Il Cavalierato dell'Ordine di S. Silvestro Papa:

20 Marzo 1912. — Al Sig. Giacomo Brennan, della diocesi di Perth in Australia.

— Al Sig. Giacomo Daniele Connolly, della stessa diocesi.

— Al Sig. Daniele Kenny, della stessa diocesi.

28 Marzo. — Al Sig. Luigi Bugarini, di Roma.

Con biglietti della Segreteria di Stato, il Santo Padre si è degnato di nominare:

Camerieri Segreti soprannumerari di S. S.:

27 Gennaio 1912. — Mons. Alfonso Terzi, dell'archidiocesi di Bologna.
1 Febbraio. — Mons. Giuseppe Migone, dell'archidiocesi di Genova.
20 Marzo. — Mons. Giuseppe Marazzi, della diocesi di Albano.
27 Marzo. — Mons. Vittore Del Favero, della diocesi di Belluno.
— Mons. Emilio Bongiorni, della diocesi di Brescia.
— Mons. Emilio Callocchia, Cappellano della Gendarmeria Pontificia.
1 Aprile. — Mons. Francesco Albert, della diocesi di Leitmeritz.
— Mons. Giuseppe Funk, della diocesi di Leitmeritz.

Camerieri d'onore di S. S. in abito paonazzo:

20 Marzo 1912. — Mons. Pietro Bonnin, della diocesi di Autun.
27 Marzo. — Mons. Antonio Nicolò, Archivista della S. C. dei Sacramenti.
3 Aprile. — Mons. Angelo Ruspini, dell'archidiocesi di Zagabria.
— Mons. Valentino Cebusnik, della stessa diocesi.
— Mons. Giovanni Borković, della stessa diocesi.
— Mons. Stefano Korenić, della stessa diocesi.
— Mons. Mattia Prostenik, della stessa diocesi.

Camerieri d'onore extra Urbem:

20 Marzo 1912. — Mons. Felice Forgione, della diocesi di Avellino.
3 Aprile. — Mons. Edgardo Vauquelin, della diocesi di Moulins.

Cameriere Segreto di Spada e Cappa soprannumerario:

26 Marzo 1912. — Sig. Edoardo Papin, dell'archidiocesi di S. Luigi degli Stati Uniti d'America.